

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 05/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AEP GROUP**

Z.A. Les Pins  
BP 13  
43600 Sainte-Sigolène

Références : UID4243-EAR-024-006  
Code AIOT : 0005600251

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2023 dans l'établissement AEP GROUP implanté ZI de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 17/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Avant passage en conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), le projet d'arrêté préfectoral nécessite d'être passé en revue. Ce projet intègre les retours de consultation des services et de l'enquête publique.

Il est rappelé que la signature de l'arrêté et sa notification ne pourront intervenir que, notamment, après une phase contradictoire après CODERST prévue par le code de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AEP GROUP
- ZI de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons
- Code AIOT : 0005600251
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AEP GROUP est spécialisée dans la fabrication d'emballages en matières plastiques, par extrusion gonflage, impression et découpe sacherie. Elle exploite 2 sites sur Saint Pal de Mons : le

site A sur la ZA Les Pins, et le site B sur la ZI de Campine. En 2011, le site B est agrandi par un atelier d'impression, induisant une demande d'autorisation ICPE obtenue le 25 /11/11. Cette installation a fait l'objet de modifications substantielles et a nécessité le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en 2020. La société AEP GROUP a acquis les bâtiments de la société M2I FAYARD, en cessation d'activité, pour y installer un nouvel atelier d'impression : le site D sur lequel 3 imprimeuses sont maintenant en place.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- finalisation des prescriptions encadrant les activités des sites B et D.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tableau de classement	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 1.2.1	Sans objet
2	Tableau de classement	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 1.2.1	Sans objet
3	Tableau de classement	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 1.2.1	Sans objet
4	Tableau de classement	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 1.2.2	Sans objet
5	Conception des installations	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 2.1.1	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023) article 2.1.2	Sans objet
7	Limitation des rejets	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023) article 2.2.1	Sans objet
8	Rejets atmosphériques	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 2.2.3	Sans objet
9	Rejets en eaux	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 3.2.2	Sans objet
10	Eaux pluviales (Aménagement n°1)	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 3.4.2	Sans objet
11	Aire de dépotage / site B	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 3.5	Sans objet
12	Eaux pluviales	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 3.3.1	Sans objet
13	Surveillance des eaux souterraines	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 3.5.1	Sans objet
14	Nuisances sonores	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 4.1	Sans objet
15	Nuisances sonores	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 4.1.1 ; article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997	Sans objet
16	Nuisances sonores	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 4.1.2	Sans objet
17	Détection incendie	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 5.2.1	Sans objet
18	Désenfumage (aménagement n°3)	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 5.2.2	Sans objet
19	Résistance au feu	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 5.2.2	Sans objet
20	Rétention des eaux d'extinction d'incendie – site B	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 5.2.3.6	Sans objet
21	Extinction de feu de solvant	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 5.2.3.8	Sans objet
22	Phase de dépotage	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 5.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
23	Aires de dépotage	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 5.3	Sans objet
24	Zone de stockage / structure nouvelle / site D	Code de l'environnement (08/01/2020), article L. 181-14	Sans objet
25	Consommation d'eau spécifique	Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 3.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis d'aboutir à une version de projet d'arrêté préfectoral, consolidée des remarques de l'exploitant et faisant suite à une visite globale des différentes installations de chacun des sites B et D.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Tableau de classement

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 2540
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 2450-Aa : <i>Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante</i> <i>A) Offset utilisant des rotatives à séchage thermique , héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est :</i> <i>a) Supérieure à 200 kg/j</i>  <i>Nota : pour les produits qui contiennent moins de 10 % de solvants organiques au moment de leur emploi, la quantité à retenir pour établir le classement correspond à la quantité consommée dans l'installation, divisée par deux.</i>
<b>Constats :</b> Les vérifications portent sur la rubrique 2450, notamment au regard des quantités autorisées et le lien, et leurs conséquences avec d'autres rubriques (1978 ; 3670).  L'exploitant rapporte les parts de : 58 % solvant dans les encres et de 42 % d'extrait sec.  Il ressort que : <ul style="list-style-type: none"><li>- le classement en 2450 Aa n'est pas remis en cause ;</li><li>- la quantité autorisée pour la rubrique 2450 demande à être réajustée à 4 800 kg/j (3 000 kg/j initialement ; 3000 kg/j pour le site B et 1800 kg/j pour le site D) ;</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Tableau de classement

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 3670
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique principale IED Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique : <ol style="list-style-type: none"><li>1. Supérieure à 150 kg par heure</li><li>2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1.</li></ol>
<b>Constats :</b> La quantité horaire de la rubrique 3670 est vérifiée telle que : 1080 t consommés par an / (49 semaines * 6jours* 24h) soit 153 kg de solvants consommées/heure. La rubrique IED est alors changée de 3670-2 à 3670-1.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Tableau de classement

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 1978
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique 1978-3a : <i>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des la quantité étant :</i> <i>Supérieure à 15 t/ an</i>
<b>Constats :</b> La confirmation est apportée que la quantité indiquée (1080 t/an) correspond bien à la part de solvants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Tableau de classement

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à jour du tableau de classement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant justifiera sous un mois à compter de la notification du présent arrêté du classement de son site au titre des rubriques 2564 et 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.  Pour ce qui concerne la rubrique 1510, il étudiera la situation de ses stockages de matières combustibles stockées en bâtiments (2662, 2663, 1530 et 1532) en application du guide du 24 septembre 2021 d'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.
<b>Constats :</b>  * <u>Concernant la rubrique 2564</u> (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques), en l'absence de process nécessitant décapage, vu la méthode de nettoyage des clichés et l'usage de produits avec FDS sans solvant, le classement en rubrique 2564 est exclu.  * <u>Concernant la rubrique 1510</u> (Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts), le passage en revue des volumes permet de conclure à une absence de classement.  → L'article peut être supprimé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Conception des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Puissance brûleurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau de synthèse des conduits et installations raccordées
<b>Constats :</b> Le dossier déposé et complété n'indique pas les puissances des brûleurs en place. L'exploitant précise :1 000 kW pour le RTO 1 et 750 Kw pour les RTO 2 et 3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 2.1.2 ; article 57 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions générales de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tableau de synthèse des conditions générales de rejet : - Vitesse minimale d'éjection en m/s ; - débits nominaux.
<b>Constats :</b> Alors que les RTO 2 et 3 sont les mêmes, l'exploitant vérifie et fait un retour à l'inspection sur les débits nominaux (9 000 et 27 000 Nm <sup>3</sup> /h indiqués au dossier).  Les vitesses d'éjection minimales sont modifiées dans le tableau à 8 m/s pour l'ensemble de RTO, conformément au minimum réglementaire tiré de l'article 57 de l'arrêté ministériel du 02/02/1008.
<b>Observation :</b> Au regard des valeurs initiales annoncées dans le dossier, notamment sur le conduit n°2, le paramètre des vitesses d'émission devra être suivi et, le cas échéant, modifié par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Limitation des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 2.2.1 ; article 3.11.1.1 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 3 février 2022.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions totales de COV
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau du projet d'article 2.2.1 Valeur du tableau de l'article 3.11.1.1 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022
<b>Constats :</b> Le site doit se conformer à la VLE de 0,3 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés.  Les bilans 2021 et 2022 pour le site B montrent un respect de cette valeur. Pour le Site D, la valeur calculée de 1,24 n'est pas considérée comme représentative du fonctionnement normal du site sur une année pleine d'exercice.  -> une ligne est créée dans le tableau pour différencier chacun des sites et permettre au site D de disposer d'un recul suffisant pour se conformer à cette valeur à l'échéance de juin 2024. (en

respect du délai de mise en conformité vis-à-vis de NEA MTD : 4 ans après la parution du BREF).
<b>Observation :</b> S'agissant d'un enjeu majeur du site pour l'inspection, ce point relatif aux rejets atmosphériques de COV devra faire l'objet d'une attention particulière de la part de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 8 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 2.2.3 ; article 3.9.1.2 de l'annexe de l'arrêté ministériel 3 février 2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeur limite de rejets.
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ratio de rejets diffus est fixé à 12 % par l'article 3.9.1.2 de l'annexe de l'arrêté ministériel 3 février 2022.
<b>Constats :</b> Le ratio de rejets diffus fixé à 12 % de la quantité totale de solvant utilisé est respecté pour l'exercice 2022 ; ce ratio réglementaire est porté dans le tableau de synthèse de l'article 2.2.3 relatif aux émissions diffuses.
<b>Observation :</b> S'agissant d'un enjeu majeur du site pour l'inspection, ce point relatif aux rejets diffus de COV devra faire l'objet d'une attention particulière de la part de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Rejets en eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place sous 6 mois des dispositifs de gestion des eaux pluviales afin de cesser sans tamponnage les rejets dans le réseau unitaire situé à proximité . À défaut, il conviendra que la commune prenne une décision acceptant ce rejet d'eaux pluviales.
<b>Constats :</b> L'inspection confirme la nécessité sur le principe de tamponner les flux du réseau des eaux pluviales.  L'exploitant indique en cours d'inspection des réflexions en cours avec la communauté de communes pour un travail à l'échelle de la zone industrielle pour créer un bassin d'orage ; cependant, après vérification, le projet n'implique pas le bassin versant des sites B et D d'AEP Group.  Après inspection, l'exploitant a transmis le 01/02/2024 le courrier de la municipalité du 31/01/2024 indiquant que : « Conformément à l'Arrêté Municipal Numéro 2022 - 152 Patrick RIFFARD, Maire de Saint-Pal-de-Mons, soussigné, autorise l'Entreprise « Auvergne Emballage Plastique GROUP », à rejeter les Eaux Pluviales de ses Bâtiments Industriels situés sur les Parcelles Cadastrees Numéros F 1 320, F 1 321, F 1 394 et F 1 416 pour le Site B, la Parcelle Cadastree Numéros F 1 294 pour le Site D, les Parcelles Cadastrees Numéros F 1 051 et F 1 274 pour le Site A et les Parcelles Cadastrees Numéros F 1 292 et F 1 469 pour le Site C, toutes situées dans la Zone Industrielle de Lachaud et << Les Pins » dans le réseau public présent sur ce secteur. Dans le cadre de l'Aménagement et du suivi de ses Zones d'Activités et de sa compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations, la Communauté de Communes vient



*d'étendre également son champ d'action à ce niveau-là. »*

Ainsi, l'arrêté municipal précité du 01/12/2022 (cf. PJ 77-4-AM du dossier), autorisant non seulement les rejets en eaux usées mais aussi ceux des eaux pluviales pour les deux sites B et D, la demande du service contributeur de disposer d'une décision municipale est déjà réalisée.

La prescription est donc modifiée telle que : « *L'exploitant tient à disposition de l'inspection la décision de rejet des eaux pluviales établie par la collectivité.* ».

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Eaux pluviales (Aménagement n°1)

**Référence réglementaire :** Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 3.4.2 ; article 42 de l'AMPG du 27/12/2013

**Thème(s) :** Autre, Contrôle des rejets

**Prescription contrôlée :** projet d'article d'article 3.4.2

L'exploitant réalise une analyse du rejet de ses eaux pluviales pour s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prescrites par l'article 3.3.1 du présent arrêté :

- tous les ans pour le site B ; en cas de non-conformité, les moyens de réduction adaptés devront être mis en place ;
- tous les trois ans pour le site D disposant d'un séparateur à hydrocarbures.

Pour rappel l'article 42 de l'AMPG du 27/12/2013 dispose que "*Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de prétraitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.*

*Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.*

*Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée."*

**Constats :**

Devant l'absence d'installation de traitement des eaux de voiries sur le site B Il est entendu une gestion différenciée des fréquences d'analyse des eaux pluviales. La rédaction de l'alinéa relatif au site B est ainsi confirmée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Aire de dépotage / site B

**Référence réglementaire :** Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 3.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution des sols et de l'air | extrait rapport de base (p.38)

**Prescription contrôlée :**

Afin de mieux caractériser l'étendue de la pollution dans le sol et dans l'air au droit des cuves actuellement utilisées près de l'aire de dépotage des solvants du site B, l'exploitant réalise des investigations complémentaires permettant la délimitation de la zone contaminée, tant en profondeur qu'en surface. Le rapport de ces investigations remis à l'inspection sous 6 mois détermine quelles mesures doivent être mises en œuvre et leur calendrier.

<b>Constats :</b> Le rapport de base oriente vers la réalisation d'investigations complémentaires du fait d'une pollution localisée. La localisation (1 seul point), la faible profondeur (pollution de surface), les valeurs retrouvées (quelques ppm) amènent à retirer dans une approche proportionnée la rédaction de cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 12 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 3.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rejet d'eaux pluviales respectent les valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• pH : 5,5 – 8,5 ;</li> <li>• Matières en suspension : 35 mg/l ;</li> <li>• DCO : 125 mg/l ;</li> <li>• DBO5 : 30 mg/l ;</li> <li>• Hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Les valeurs projetées dans cet article seront basées sur celles de l'arrêté ministériel du 02/02/1998, telles que :  <i>« Le rejet d'eaux pluviales respectent les valeurs limites suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>pH : 5,5 – 8,5 ;</i></li> <li>• <i>Matières en suspension : 100 mg/l ;</i></li> <li>• <i>DCO : 300 mg/l ;</i></li> <li>• <i>DBO5 : 100 mg/l ;</i></li> <li>• <i>Hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j. »</i> </li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 13 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités de surveillance / obligation pour IED
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre une surveillance des eaux souterraines selon les dispositions prévues par l'article 65 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé sauf à ce que l'étude hydrogéologique préalable ne conclue à l'impossibilité technique d'effectuer cette surveillance dans la ou les nappes phréatiques concernées.  Les paramètres surveillés sont ceux jugés pertinents dans le rapport de base établi en application du 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement.  La fréquence de surveillance est quinquennale.  La première campagne a lieu dans un délai d'un an suite à la notification du présent arrêté et est renouvelée tous les 5 ans.
<b>Constats :</b> Afin de mieux correspondre au contexte environnemental du site, une nouvelle rédaction du 3.5.1 est intégrée telle que :

*« Sous 3 mois à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant produit une étude hydrogéologique préalable détaillée permettant de décrire les aquifères et de conclure sur la nécessité d'une surveillance des eaux souterraines et les risques de pollution de ce milieu.*

*Le programme est adapté aux enjeux de vulnérabilité de la nappe et au comportement des substances dangereuses pertinentes.*

*La fréquence minimale de suivi des substances dangereuses pertinentes dans les eaux souterraines est d'une fois tous les cinq ans, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution. »*

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 14 : Nuisances sonores

**Référence réglementaire :** Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Définition de ZER : limitation de niveaux de bruit.

**Prescription contrôlée :**

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 3 au présent arrêté.

**Constats :**

La nouvelle campagne prévue par l'exploitant n'a pas été réalisée à la date de l'inspection.

Vu l'éloignement et les obstacles, le rapport de mesures ne présente pas de ZER définie à date de l'inspection.

→ la rédaction est inadaptée en l'état.

**Observation :** La prise en compte et la définition des ZER sont précisées au point de contrôle n° 16.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 15 : Nuisances sonores

**Référence réglementaire :** Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 4.1.1 ; article 3 arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Localisation des points de contrôle.

**Prescription contrôlée :**

Les points de mesure figurent sur le plan présent en annexe 3 au présent arrêté.

**Constats :**

La nouvelle campagne prévue par l'exploitant n'a pas été réalisée à la date de l'inspection.

Le nouveau rapport du 31/01/2024 (transmis le 01/02/2024) permet de contrôler le point n°2 précédemment non conforme et de répondre à l'observation de l'ARS. Cette nouvelle campagne de mesures (du 25 au 29/01/2024) permet :

- de définir un bruit résiduel prenant en compte l'arrêt d'activité du site D ;
- de définir un nouveau point en zone à émergence réglementée au niveau de la zone d'habitations à l'Est du site, au regard de la localisation du nouveau RTO (n°3).

Il en ressort que :

- le point n°2 (limite de propriété Est) est à nouveau conforme ; le nouveau point n°3 (secteur pavillonnaire) est aussi conforme ;
- les résultats de la mesure d'émergence au point n°1 (limite de propriété Sud) est légèrement supérieure aux normes, cependant, l'interprétation fournie (atténuation par la distance ; conditions majorantes ; faisabilité de disposer de conditions de mesure optimales) montrerait

<p>un respect de l'émergence au niveau de la ZER.</p> <p>Le projet d'arrêté préfectoral prescrit ainsi une nouvelle campagne tous les 5 ans.</p> <p>Le projet d'arrêté préfectoral reprend en annexe 3 la localisation des points de mesures de ce dernier rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 16 : Nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Délai de contrôle après autorisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans les 6 mois suivant la notification du présent arrêté puis tous les 5 ans, dans des conditions normales de fonctionnement. Cette fréquence de mesure peut être adaptée après accord de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cf. les éléments du constat précédent.</p> <p>La rédaction de l'article est modifiée comme suit :</p> <p><i>« Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 5 ans ; cette fréquence de mesure peut être adaptée après accord de l'inspection des installations classées. »</i></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 17 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système automatique d'extinction incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>"L'ensemble des locaux est équipé d'un système de détection automatique d'incendie relié à une télésurveillance. La fermeture des portes coupe-feu est asservie à cette détection."</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise qu'un asservissement est présent sur le site D pour les unités de colorimétrie et de distillation (zone ATEX).</p> <p>L'article 11 de l'arrêté Ministériel du 27/12/2013 disposant que <i>"II. La plus grande largeur d'un bâtiment abritant un local à risque incendie est limitée à 75 mètres, sauf si ce bâtiment est équipé d'un système d'extinction automatique d'incendie adapté"</i>, les bâtiments présentant une largeur inférieure à 75 m ne sont donc pas tenus de disposer de détecteurs incendie.</p> <p>L'article 5.2.1 du projet d'arrêté préfectoral est modifié tel que <i>« les locaux ne sont pas équipés d'un système de détection automatique d'incendie relié à une télésurveillance »</i>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 18 : Désenfumage (aménagement n°3)

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique
<b>Prescription contrôlée :</b> Selon l'AM du 27/12/2013 (article 12), " <i>les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle.</i> "  Le projet d'AP comprend au 5.2.2 :  " <i>Les dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et chaleurs représentent une surface minimale de 2 % de la surface géométrique des ateliers et bâtiments de stockage, et sont à commande manuelle et automatique.</i> "
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que des travaux de réfection de toiture ont été réalisés cet été ; le critère des 2 % a été pris en compte ; le site respecte donc maintenant dans son ensemble cette disposition. La demande d'aménagement au titre des « 2 % » est par ailleurs supprimée au niveau de l'article 7.2.  Les cantonnements en place n'ont pas subi de modification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 19 : Résistance au feu

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, murs coupe-feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Tiré du dossier et repris dans l'AP à l'article 5.2.2 :  "- <i>Ateliers de production avec murs coupe-feu 6h (et portes coupe-feu entre les bureaux, l'atelier et entre l'atelier et les locaux sociaux, station de préparation des encres et local de colorimétrie) et flocage de la structure métallique dans l'atelier ;</i> "
<b>Constats :</b> Présente dans le dossier déposé, l'erreur de mention de « 6h » est modifiée par la valeur habituelle de « 2h ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 20 : Rétention des eaux d'extinction d'incendie – site B

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 5.2.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention permanente vs batardeaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Des batardeaux sont mis en place au niveau des ouvertures du sous-sol pour maintenir les eaux dans cet espace, notamment en cas d'incendie de l'atelier ou de la zone de stockage des produits finis et semi-finis. Leur activation est asservie à la détection incendie. L'exploitant étudiera sous 6 mois des dispositions permettant de garantir, sauf impossibilité technico-économique à démontrer, une disponibilité permanente de la rétention. Il réalisera les travaux correspondants selon un échéancier à valider par l'inspection.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- le sous-sol du bâtiment B constitue un moyen de confinement ;</li> <li>- les pentes extérieures du site D permettent aux surfaces de former confinement ;</li> <li>- les batardeaux ne sont pas abaissés en fin de journée, car l'activité du site fonctionne en continue, y compris les week-ends (extrusion 7j/7 et 24h/24).</li> </ul> <p>Il est demandé que la période d'arrêt des activités en fin d'année soit couplée à un abaissement des batardeaux. Dans ces conditions d'exploitation, la demande d'asservissement à la détection incendie peut être écartée. La rédaction est alors modifiée comme suit :</p> <p><i>« L'exploitant abaisse les batardeaux lors des périodes d'arrêt d'activité. Le personnel est informé et formé à la manipulation des batardeaux à partir des procédures formalisées pour chacun des sites B et D »</i></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 21 : Extinction de feu de solvant

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 5.2.3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Obturation du réseau eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'obturation du réseau eaux pluviales par vannes est asservie à la détection incendie.</p> <p>En cas de demande d'aménagement de cette disposition d'asservissement, l'impossibilité technique doit être démontrée et rapportée à l'inspection sous 6 mois ; cette démonstration est accompagnée d'une procédure formalisée, appliquée et affichée à l'entrée du site à côté du plan des installations faisant apparaître la localisation desdits équipements.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'il existe deux exutoires dont un se rejette cependant dans l'autre. Une vanne est présente pour le site D ; l'exploitant étudie la possibilité de mettre une vanne guillotine pour le site B, la mise en conformité devant être réalisée sous 6 mois.</p> <p>Au regard des caractéristiques des exutoires et de la mise en conformité, il est entendu la suppression d'un asservissement.</p> <p>Il en ressort la rédaction suivante de l'article 5.2.3.8 - Feux de solvants : <i>« [...]L'obturation du réseau en eaux pluviales est réalisée par vannes pour le site D ; le site B fait l'objet d'une mise en conformité sous 6 mois.</i></p> <p><i>Une procédure formalisée, appliquée et affichée à l'entrée du site à côté du plan des installations fait apparaître la localisation desdits équipements. »</i></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 22 : Phase de dépotage

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Asservissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b> En phase de dépotage, la vanne d'obturation de l'aire de dépotage des solvants est maintenue fermée par un dispositif d'asservissement.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique la mise en place d'une procédure en cas de déversement accidentel. Par ailleurs les réseaux sont dotés respectivement pour le site B et pour le site D de 2 vannes, et de 1 bouche pour actionner le sectionnement des réseaux.</p>

<p>Les phases de dépotage sont réalisées sans utilisation de pompes sur site, mais par dépotage autonome du camion.</p> <p>La capacité rétention du site B est de 22m3 avec des livraisons cadencées par 5 600 kg. Le site D ne dispose pas de capacité de rétention au niveau de l'aire de dépotage, le site formant rétention.</p> <p>Les dispositions organisationnelles fournies et les caractéristiques des sites et de leurs aires amènent à ne pas retenir d'obligation d'asservissement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 23 : Aires de dépotage

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étanchéité des aires de dépotage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de dépotages sont rendues étanchés aux produits ; leurs revêtements sont entretenus afin d'en garantir le caractère étanche.
<b>Constats :</b> L'étanchéité de l'aire du site B a été faite en juin 2023 et celle du site D lors de son aménagement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 24 : Zone de stockage / structure nouvelle / site D

<b>Référence réglementaire :</b> Article L. 181-14 du code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Examen des phénomènes dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.  En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.  L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
<b>Constats :</b> La visite d'inspection sur site amène à prendre connaissance d'une structure temporaire (location pour 5 ans) aux fins de stockage sur le site D, non envisagée ni étudiée dans le dossier déposé et complété.  Sont constatées globalement : Sur 4 mètres de large, 152 tonnes de plastique et 263 palettes (25 kg max/unité) ; soit 160 tonnes au total.



En suite d'inspection l'exploitant :

- a fourni les plans de cette structure, ainsi qu'une mise à jour des plans à l'échelle du site D afin de constituer une annexe à jour du projet d'arrêté (cf. annexe 2) ;
- a étudié les phénomènes dangereux par la pièce produite en date du 17/01/2024 « Étude Flumilog – Bâtiment modulaire site D », liés à cet équipement de stockage (modélisation pour deux cellules de 35,1 mètres de long et 4,5 mètres de hauteur ; résistance au feu 15 minutes) ; il en résulte des effets thermiques hors site inférieurs à 5 kW/m<sup>2</sup>.

En l'absence d'effet irréversible modélisé hors site pour ce scénario, les quantités stockées (plastiques, palettes, bobines etc.) sont portées à 320 m<sup>3</sup> au plus.

L'article 5.2.2 sur les « Dispositions constructives » est ainsi complété, tel que :

« [...] Structure modulaire souple couverte de stockage sur le site D avec murs extérieurs en bac acier trapézoïdale et toit en toile PVC souple. »

Un nouvel article 5.3.2.6 est créé, tel que :

« 5.2.3.6 - MATIÈRES COMBUSTIBLES DU BÂTIMENT MODULAIRE, SITE D

- Structure souple couverte de stockage avec murs extérieurs en bac acier trapézoïdale et toit en toile PVC souple ;
- Stockage de produits semi-finis pour une quantité totale ne dépassant pas 320 m<sup>3</sup>. »

Le tableau de classement du site à l'article 1.2.1 est modifié au niveau de la rubrique 2663.2b, tel que :

<b>2663.2b</b>	<b>Pneumatiques (stockage de) et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)</b> <b>2. Dans les autres cas [que l'état alvéolaire] et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</b> b) Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 10 000 m <sup>3</sup>	Stockage des PF et PSF Stockage des produits transformés : PF : 250 t *2 = 500 m <sup>3</sup> PSF : 300 t *2 = 600 m <sup>3</sup> Et des emballages plastiques : Mandrins : 40 m <sup>3</sup> Palettes : 1,72 m <sup>3</sup> Total : <b>1 145 m<sup>3</sup></b> 240 m <sup>3</sup> de produits semi-finis et 100 m <sup>3</sup> de produits finis Mandrins plastiques : 20 m <sup>3</sup> Total : <b>360 m<sup>3</sup></b> Structure modulaire (palettes, mandrins et PSF) Total : <b>320 m<sup>3</sup></b>	<b>1 825 m<sup>3</sup></b>	<b>D</b>
----------------	--	--	----------------------------	----------

Type de suites proposées : Sans suite

## N° 25 : Consommation d'eau spécifique

<b>Référence réglementaire :</b> Projet d'arrêté préfectoral (version du 19/12/2023), article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Évaluation des besoins réels
<b>Prescription contrôlée :</b> La consommation est estimée à 300 m <sup>3</sup> par an.
<b>Constats :</b> La vérification des valeurs indiquées dans le dossier (p. 122 de l'étude d'impact) amène à porter la valeur consommée à 2800 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite